



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2021-2022

DS, LB, PP/PG

P.V. SASP 13

## **Commission de la Santé et des Sports**

### **Procès-verbal de la réunion du 6 janvier 2022**

**La présente réunion a eu lieu par visioconférence et concerne aussi bien le volet santé que le volet sports.**

#### Ordre du jour :

1. 7943     Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19
  - Désignation d'un rapporteur
  - Présentation et examen du projet de loi
2.           Divers

\*

Présents :     Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Gilles Baum, M. Sven Clement, Mme Francine Closener, M. Mars Di Bartolomeo, M. Jeff Engelen, Mme Chantal Gary, M. Gusty Graas, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Marc Hansen, Mme Martine Hansen, Mme Carole Hartmann, Mme Cécile Hemmen, M. Claude Lamberty, Mme Josée Lorsché, M. Georges Mischo, Mme Nathalie Oberweis, M. Marc Spautz, M. Claude Wiseler

M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés

M. Aly Kaes, M. Charles Margue, Mme Viviane Reding, observateurs

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

Mme Paule Flies, M. Laurent Jomé, Mme Nadia Rangan, du Ministère de la Santé

Dr Jean-Claude Schmit, Directeur de la santé

M. Laurent Deville, Mme Fabienne Gaul, du Ministère des Sports

M. Jo Kox, du Ministère de la Culture

M. Tom Meyer, M. Tom Oswald, M. Armin Skrozic, du Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Mme Barbara Ujlaki, du Ministère de la Sécurité intérieure

M. Nicolas Anen, du groupe parlementaire LSAP

Mme Laurent Besch, M. Dan Schmit, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Georges Engel, Ministre des Sports, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture

\*

Présidence : M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Commission

\*

**1. 7943    Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**

❖ **Désignation d'un rapporteur**

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), Président de la Commission de la Santé et des Sports, est désigné comme rapporteur du projet de loi sous rubrique.

❖ **Présentation du projet de loi**

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, présente les différents articles du projet de loi sous rubrique.

**Article 1<sup>er</sup> – article 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**

Cet article vise à modifier et à ajouter certaines définitions à l'article 1<sup>er</sup> de la loi modifiée sous rubrique.

***Point 1°***

Le point 1° entend apporter des modifications à l'article 1<sup>er</sup>, point 27°, de la loi modifiée sous rubrique qui concerne le régime Covid check. Les modifications proposées sont étroitement liées aux dispositions de l'article 2 du projet de loi qui insère un article 2 nouveau dans la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures dans la lutte contre la pandémie Covid-19 et qui doit être lu ensemble avec cette disposition.

Ledit article 2 nouveau reprend, en tant que disposition à part, les conditions à remplir par les personnes pour pouvoir accéder aux établissements, rassemblements, manifestations ou événements soumis au régime Covid check. Il y a en conséquence lieu de supprimer ces conditions, qui figurent actuellement à l'endroit du point 27° de l'article 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19.

***Point 2°***

Le point 2° entend insérer un nouveau point 35° relatif à la définition de la vaccination de rappel.

Cette notion désigne l'administration d'une ou de plusieurs doses supplémentaires de vaccin contre la Covid-19 après un schéma vaccinal complet selon les indications à définir par le directeur de la santé sous forme d'ordonnance.

**Article 2 – insertion d'un chapitre 1<sup>er</sup>bis nouveau et d'un article 1<sup>er</sup>bis nouveau dans la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**

Cet article vise l'ajout d'un nouveau chapitre 1<sup>er</sup>bis intitulé « Conditions à remplir par les personnes afin d'accéder aux établissements, rassemblements, manifestations ou événements soumis au régime Covid check » dans la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, et comprenant un article 2 nouveau.

L'article 2 nouveau définit les conditions à remplir par les personnes pour accéder aux établissements, rassemblements, manifestations ou événements soumis au régime Covid check.

Les modifications proposées entendent à la fois élargir les catégories de personnes pouvant être exemptées de l'obligation supplémentaire de test tout en maintenant un cadre strict. Il est proposé que les personnes dont le schéma vaccinal complet date de moins de 180 jours et qui disposent donc *a priori* d'une protection vaccinale non encore diminuée de manière significative soient exemptées de l'obligation supplémentaire de test, ceci à l'instar des personnes qui ont reçu une dose de rappel et des personnes rétablies dont le certificat a également une durée de validité de 180 jours. Un tel cadre offre de réelles garanties de protection, tout en incitant les personnes à rafraîchir leur vaccination dès qu'elles sont éligibles à la vaccination de rappel, voire à se faire vacciner après un rétablissement afin de pouvoir continuer à accéder à des établissements ou des événements sous le régime Covid check « 2G+ ».

L'article sous rubrique distingue les personnes éligibles au rappel vaccinal de celles qui ne le sont pas, comme par exemple actuellement les enfants et les adolescents, mais aussi toutes les personnes qui ne sont pas encore vaccinées ou celles qui viennent de recevoir leur première dose de vaccin, voire leur deuxième dose et qui ne sont pas encore éligibles.

***Paragraphe 1<sup>er</sup>***

Le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 2 nouveau rappelle le principe que les établissements accueillant un public, les rassemblements, manifestations ou événements peuvent être soumis au régime Covid check. Ce régime conditionne dès lors l'accès à ces derniers. Il s'agit d'adapter le régime Covid check aux défis du nouveau variant Omicron.

***Paragraphe 2 et 3***

Le paragraphe 2 prévoit que les personnes éligibles au rappel vaccinal ne peuvent accéder à des établissements ou participer à des manifestations ou événements sous régime Covid check « 2G+ » que si elles peuvent se prévaloir :

- soit d'un certificat de vaccination tel que visé à l'article 3bis muni d'un code QR pour une durée de validité n'excédant pas 180 jours, soit six mois ; il est rappelé que cette durée ne concerne que le régime Covid check et non la possibilité de voyager intra-Union européenne ;
- soit d'un certificat de vaccination tel que visé à l'article 3bis muni d'un code QR, pour une durée de validité excédant les 180 jours à condition de présenter soit un test autodiagnostique servant au dépistage du SARS-CoV-2 réalisé sur place, soit un test TAAN ou un test antigénique rapide SARS-CoV-2 en cours de validité ;

- soit d'un certificat de vaccination tel que visé à l'article 3*bis* muni d'un code QR et d'une vaccination de rappel telle que visée à l'article 1<sup>er</sup>, point 35° ;
- soit d'un certificat de rétablissement tel que visé à l'article 3*ter* muni d'un code QR pour une durée de validité n'excédant pas 180 jours.

Le paragraphe 3 prévoit qu'au bout de six mois, une personne éligible au rappel vaccinal ne peut dès lors accéder à des établissements ou participer à des manifestations ou événements sous régime Covid check « 2G+ » que si cette personne a reçu une vaccination de rappel ou si, à défaut de vaccination de rappel, elle peut présenter un test TAAN ou TAR en cours de validité, voire si elle se soumet à un test sur place. Cette personne peut aussi présenter un certificat de rétablissement.

Les personnes qui ne sont pas éligibles au rappel vaccinal doivent quant à elles se prévaloir :

- soit d'un certificat de vaccination tel que visé à l'article 3*bis* muni d'un code QR pour une durée de validité n'excédant pas 180 jours ;
- soit d'un certificat de vaccination tel que visé à l'article 3*bis* muni d'un code QR pour une durée de validité excédant les 180 jours à condition de présenter soit un test autodiagnostique servant au dépistage du SARS-CoV-2 réalisé sur place, soit un test TAAN ou un test antigénique rapide SARS-CoV-2 en cours de validité ;
- soit d'un certificat de rétablissement tel que visé à l'article 3*ter* muni d'un code QR, pour une durée de validité n'excédant pas 180 jours.

#### **Paragraphe 4**

Les personnes titulaires d'un certificat de contre-indication à la vaccination contre la Covid-19 tel que visé à l'article 3*bis*, paragraphe 5, doivent en sus dudit certificat soit se soumettre à un test autodiagnostique servant au dépistage du SARS-CoV-2 réalisé sur place, soit présenter un test TAAN ou un test antigénique rapide SARS-CoV-2 en cours de validité.

À noter que les femmes enceintes tombent pendant le premier trimestre de leur grossesse, période pendant laquelle une vaccination n'est pas recommandée, dans la catégorie des personnes titulaires d'un certificat de contre-indication à la vaccination contre la Covid-19.

#### **Paragraphe 5**

Par dérogation aux paragraphes 2 et 3, l'accès aux établissements, rassemblements, manifestations ou événements visés au paragraphe 1<sup>er</sup> n'est soumis à aucune condition pour les enfants âgés de moins de douze ans et deux mois.

#### **Article 3 – nouveau chapitre 1<sup>er</sup>bis-1 (ancien chapitre 1<sup>er</sup>bis) de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**

Cet article entend renuméroter, suite à l'insertion d'un nouveau chapitre 1<sup>er</sup>*bis* dans la loi modifiée sous rubrique, l'intitulé du chapitre 1<sup>er</sup>*bis* actuel de la même loi en chapitre 1<sup>er</sup>*bis*-1.

#### **Article 4 – nouvel article 2*bis* (ancien article 2) de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**

Cet article adapte l'article 2 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 afin de l'aligner sur les changements introduits par les articles 1<sup>er</sup> et 2 du présent projet de loi. Ainsi, il est proposé de renuméroter cet article en article 2*bis*.

#### **Article 5 – article 3 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**

Cet article vise à modifier l'article 3 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 en adaptant les références suite à la renumérotation de l'article 2 de la loi modifiée précitée qui était initialement visé.

**Article 6 – *article 3bis de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19***

Une nouvelle disposition concernant la durée de validité du certificat vaccinal est insérée à l'article 3bis de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19.

Ainsi, la durée du certificat vaccinal est fixée à 270 jours à compter de la date à partir de laquelle le schéma vaccinal est considéré comme complet. La validité du certificat relatif à la vaccination de rappel est quant à elle illimitée, étant donné qu'il n'existe pas encore suffisamment de données concernant la durée de protection conférée par le rappel.

**Article 7 – *article 3quater de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19***

L'article 3quater, paragraphe 3, de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 est complété afin de disposer que les personnes habilitées à certifier les résultats des tests Covid-19 ne peuvent certifier que les résultats des tests qu'elles ont réalisés elles-mêmes ou qu'elles ont supervisés sur place.

Cette précision implique qu'une certification à distance via des technologies permettant de voir et de dialoguer avec son interlocuteur à travers un moyen numérique (par exemple une visioconférence) n'est pas autorisée.

**Article 8 – *article 3septies de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19***

Cet article introduit deux modifications à l'endroit de l'article 3septies de la loi modifiée sous rubrique et apporte une précision au niveau de l'article 3septies, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, concernant la détermination du périmètre et les modalités régissant l'application et la mise en œuvre du régime « 3G » sur le lieu de travail.

**Article 9 – *article 4 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19***

Cet article entend apporter des modifications au niveau de l'article 4 de la loi précitée afin de tenir compte des modifications apportées ailleurs dans le présent projet de loi.

Il s'agit de précisions relatives aux modalités du régime Covid check.

**Article 10 – *article 4bis de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19***

Cet article entend apporter des modifications au niveau de l'article 4bis de la loi précitée et concerne les activités sportives et de culture physique.

***Point 1°***

Le point 1° apporte des modifications au paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 4bis de la loi modifiée précitée afin de tenir compte des modifications apportées ailleurs dans le présent projet de loi.

### **Point 2°**

Le point 2° vise une modification de forme.

### **Point 3°**

Le point 3° apporte des modifications au paragraphe 9 de l'article 4*bis* de la loi modifiée précitée afin de tenir compte des modifications apportées ailleurs dans le présent projet de loi.

### **Point 4°**

Le point 4° apporte des modifications au paragraphe 10 de l'article 4*bis* de la loi modifiée précitée afin de tenir compte des modifications apportées ailleurs dans le présent projet de loi.

### **Point 5°**

Le point 5° entend adapter le paragraphe 11 de l'article 4*bis* de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 afin de tenir compte des modifications apportées ailleurs dans le présent projet de loi.

### **Point 6°**

Le point 6° prévoit la suppression du paragraphe 13 de l'article 4*bis* de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19.

L'actuel paragraphe 13 concerne les activités physiques et sportives de la formation professionnelle de base et de la formation continue organisées par l'École de Police et prévoit que celles-ci se déroulent obligatoirement sous le régime Covid check.

Dans la mesure où ces activités font partie intégrante du travail régulier des membres du cadre policier et étant donné qu'à partir du 15 janvier 2022 tout agent public est soumis à l'obligation de présenter un certificat de vaccination, de rétablissement ou de test pour accéder à son poste de travail, il n'y a pas lieu de prévoir un régime à part pour la pratique de ces activités précises.

### **Point 7°**

Le point 7° prévoit que, suite à la suppression du paragraphe 13 de l'article 4*bis* (cf. point 6° ci-avant), le paragraphe 14 actuel est renuméroté en tant que paragraphe 13.

### **Article 11 – article 4*quater* de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**

Cet article entend apporter des modifications au niveau de l'article 4*quater* de la loi précitée afin de tenir compte des modifications apportées ailleurs dans le présent projet de loi.

### **Article 12 – article 7 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**

L'article sous rubrique propose de modifier le délai en matière d'isolement tel que prévu à l'article 7 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 précitée afin de flexibiliser cette mesure.

Le libellé initial de cet article, qui fixait le délai à dix jours quelle que soit la situation vaccinale de la personne infectée, est remplacé comme suit :

- la durée maximale de l'isolement est fixée à dix jours (1) si la personne infectée ne dispose pas d'un schéma vaccinal complet ou (2) si la personne infectée a complété le schéma vaccinal complet il y a plus de six mois et qu'elle n'a pas reçu de vaccination de rappel ; et
- la durée maximale de l'isolement est de six jours (1) si la personne infectée dispose d'un schéma vaccinal complet datant de moins de six mois ou (2) si elle a reçu une vaccination de rappel, à condition que la personne infectée réalise deux tests antigéniques rapides respectivement le cinquième et le sixième jour et dont le résultat doit être négatif. Au cas où le test est positif, la durée est portée à dix jours.

### **Article 13 – article 11 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19**

Cet article vise des adaptations de certaines références à l'article 11 de la loi sous rubrique pour prendre en compte les modifications apportées à d'autres articles visés par le projet de loi.

### **Article 14**

Cet article concerne l'entrée en vigueur des dispositions modificatives de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 qui est fixée au lendemain de la publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, à l'exception de l'article 8 (article 3<sup>septies</sup>, paragraphe 7, de la loi modifiée précitée) qui entre en vigueur le 15 janvier 2022.

## **❖ Échange de vues**

Les membres de la Commission abordent plusieurs sujets. Les différentes interventions sont regroupées par thématique dans l'ordre des articles concernés.

### **Notion de vaccination de rappel – Article 1<sup>er</sup> du projet de loi**

La question des personnes vaccinées avec le vaccin Janssen est soulevée alors qu'il apparaît que les certificats de ces personnes ne montrent pas toujours qu'une personne a obtenu une vaccination de rappel.

M. le Directeur de la santé explique que de telles situations peuvent apparaître en fonction de l'encodage de la vaccination de rappel. En effet, il s'avère que ces doses sont encodées de différentes manières, notamment parce qu'il n'existe pas de ligne claire au niveau européen. À ce titre, l'orateur informe les membres de la Commission que le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) est en train d'harmoniser les certificats des personnes concernées.

À la question de Mme Martine Hansen (CSV) sur la vaccination de rappel, Mme Paulette Lenert confirme qu'à travers cette disposition, il est en effet prévu que le directeur de la santé aura une plus grande marge de manœuvre pour adapter les règles concernant les vaccinations à travers des ordonnances.

### **Notion de « salarié » – Article 1<sup>er</sup> du projet de loi**

Un représentant du ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire informe les membres de la Commission qu'un amendement sera soumis afin de modifier la définition de la notion de « salarié » à l'article 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les

mesures de lutte contre la pandémie Covid-19. Au vu de l'introduction du régime « 3G » sur le lieu de travail, il convient d'inclure également les salariés intérimaires dans cette définition.

### **Adaptations du régime « 2G+ » – Article 2 du projet de loi**

À la question de Mme Josée Lorsché (*déi gréng*) sur les motifs d'exempter les personnes ayant complété un schéma vaccinal complet pendant les six premiers mois de l'obligation d'effectuer un test supplémentaire, Mme la Ministre de la Santé explique que cette mesure se justifie par la protection supplémentaire dont bénéficie la personne vaccinée pendant les premiers mois après la réception d'une deuxième dose vaccinale. L'oratrice précise cependant que les détails de la disposition sont également le résultat d'un compromis visant à équilibrer le risque d'infection et la faisabilité du régime « 2G+ ».

En réponse à l'observation de Mme Nathalie Oberweis (*déi Lénk*) que certains restaurateurs ne disposent pas encore de tests rapides mis à disposition par le Gouvernement dans le cadre du régime « 2G+ », M. le Directeur de la santé explique que ces tests sont disponibles pour être récupérés et que les communications correspondantes auraient dû être faites par la Chambre de Commerce.

### **Mesures dans le domaine du sport – article 10 du projet de loi**

M. Sven Clement (*Piraten*) fait état d'une confusion auprès de certains clubs affiliés et fédérations sportives agréées au sujet des mesures applicables dans différentes situations et suppose que cette confusion trouve son origine dans de légères incohérences entre différentes dispositions de l'article 4*bis* de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19.

De plus, l'orateur remet en question la possibilité pour les organisateurs de pouvoir déterminer si une personne est soumise au régime « 3G » ou « 2G+ » en l'absence de la possibilité de vérifier si la personne est à considérer comme un salarié. Ainsi, il convient de clarifier comment ces contrôles peuvent être effectués.

Mme Josée Lorsché (*déi gréng*) confirme la confusion précitée auprès de différents clubs sportifs affiliés.

Un représentant du ministère des Sports prend note des soucis exprimés et se déclare ouvert à une vérification des différentes dispositions. En outre, l'orateur indique que les modifications visées par le projet de loi sous rubrique seront encore adaptées par voie d'amendement gouvernemental afin de tenir compte de l'application des régimes « 3G » et « 2G+ » lors des manifestations sportives.

### **Mise en isolement et mise en quarantaine – article 12 du projet de loi**

Mme Martine Hansen (CSV) s'interroge sur la cohérence entre la durée de l'isolement qui est raccourcie et celle de la quarantaine qui ne change pas. De plus, l'oratrice aimerait connaître les données scientifiques à la base de la décision de raccourcir la durée d'isolement.

Mme Paulette Lenert met en évidence qu'il convient de distinguer entre la mise en isolement, prononcée en cas d'un test TAAN positif, et la mise en quarantaine, prononcée en cas d'un contact direct avec une personne infectée. À ce titre, il y a lieu de rappeler que les personnes vaccinées ne sont pas mises en quarantaine. En ce qui concerne le raccourcissement de la durée d'isolement, il y a lieu de relever que seules les personnes vaccinées sont visées par cette mesure. Partant, les règles régissant l'isolement ne sont pas changées pour les personnes susceptibles d'être mises en quarantaine, de sorte que cette question de cohérence ne se pose pas.

Quant au fondement scientifique de la mesure proposée, M. le Directeur de la santé expose que la mesure s'appuie sur des connaissances acquises dans d'autres pays dont les autorités luxembourgeoises ont pris connaissance à travers le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies. Ces données étant classées, il n'est pas possible de les partager avec la Commission. En outre, l'orateur explique qu'en raison des procédures en vigueur pour la publication de données dans des revues scientifiques, des données librement accessibles ne seront vraisemblablement pas disponibles dans les semaines à venir.

Mme la Ministre de la Santé confirme – suite à une question correspondante de Mme Josée Lorsché (déi gréng) – que le raccourcissement de la durée d'isolement sera également applicable aux décisions de mise en isolement prononcées avant l'entrée en vigueur de la loi future.

Dans le cadre de la mise en isolement et de la mise en quarantaine se pose également la question de la disponibilité des tests TAAN.

À ce titre, Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) fait état de longs délais d'attente pour pouvoir effectuer ces tests.

Mme Paulette Lenert déclare que le ministère de la Santé est conscient de cette situation, qui est due au manque de ressources humaines pour effectuer les prélèvements. Des solutions sont en train d'être analysées en coopération avec les laboratoires. La solution apparente est l'extension des catégories de personnes pouvant faire ces prélèvements.

M. Marc Hansen (déi gréng) aborde la question des personnes vaccinées qui ont été en contact avec une personne infectée et aimerait savoir si ces personnes obtiennent une ordonnance pour effectuer un test TAAN.

Mme la Ministre de la Santé explique qu'en principe une telle ordonnance n'est pas prévue, mais qu'il est possible que des ordonnances soient émises pour des raisons sanitaires.

À ce sujet, M. le Directeur de la santé précise qu'une telle pratique est seulement possible lorsque le nombre d'infections est suffisamment bas afin de ne pas épuiser les capacités de tests disponibles. En outre, l'orateur signale qu'il serait envisageable de suivre l'exemple français où les personnes vaccinées sont invitées à faire des tests rapides.

À ce titre, Mme Paulette Lenert et M. le Directeur de la santé tiennent également à préciser que le choix d'un test autodiagnostique est motivé par le souhait de ne pas créer une pression supplémentaire sur les capacités de tests TAAN et de tests certifiés. Par ailleurs, il convient de noter que d'autres pays appliquent des règles similaires.

### **Autres sujets abordés**

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) fait état d'annulations de rendez-vous après le 15 janvier 2022 dans des cabinets de kinésithérapie. L'oratrice aimerait savoir si le Gouvernement a pris connaissance d'un tel phénomène et quelles mesures sont envisagées le cas échéant pour y remédier. En outre, l'oratrice déplore que certains enseignants ne mettent pas leurs cours en ligne au profit des élèves mis en isolement.

M. le Directeur de la santé déclare ne pas avoir été rendu attentif à un tel problème au niveau des cabinets de kinésithérapie, mais promet de consulter les différentes associations de professions médicales pour vérifier s'il s'agit d'un phénomène généralisé.

À la question de M. Marc Spautz (CSV) de savoir si la Suisse applique les mêmes règles pour la reconnaissance des certificats de vaccination que les États membres de l'Union européenne, M. le Directeur de la santé expose qu'en tant que pays tiers, la Suisse n'est pas tenue à respecter les décisions de l'Union européenne. Cependant, on peut observer que la Suisse applique des règles similaires, à quelques différences près.

Concernant les personnes ayant obtenu la première dose d'un vaccin pour lequel deux doses sont prévues, M. Gilles Baum (DP) observe que la gratuité des tests pour ces personnes a été prévue jusqu'au 31 décembre 2021, alors que les centres de l'Armée luxembourgeoise pour effectuer des tests chez ces personnes ne seront opérationnels qu'à partir du 15 janvier 2022. Ainsi, la période du 1<sup>er</sup> au 15 janvier n'est pas couverte. À ce titre, l'orateur s'interroge sur la possibilité de prévoir un système de remboursement pour les coûts des tests TAAN pour les personnes en attente de leur deuxième vaccination.

Mme la Ministre de la Santé propose d'aborder cette question avec les autres membres du Gouvernement.

À la question de Mme Nathalie Oberweis (*déi Lénk*) sur les taux de vaccination dans les différentes catégories d'âge, M. le Directeur de la santé propose à la Commission de fournir les statistiques correspondantes dans les plus brefs délais.

## **2. Divers**

La prochaine réunion de la Commission sera convoquée dès que la date de la séance plénière du Conseil d'État avisant le projet de loi 7943 aura été communiquée.

<b>Procès-verbal approuvé et certifié exact</b>
---